

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING
AND URBAN DEVELOPMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 0127 /AONR/MINH DU/CIPM/2026 DU 01 OCT 2026

POUR LES ETUDES DE RESTRUCTURATION DE CERTAINS QUARTIERS PRECAIRES DANS LES VILLES
DE NGOUMOU ET DE YAOUNDE (NKOLBIKOK) PHASE I EN DEUX (02) LOTS
(EN PROCEDURE D'URGENCE).

FINANCEMENT : BIP MINH DU - EXERCICES 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le Ministre de l'habitat et du développement Urbain, Maître d'ouvrage et Autorité Contractante, lance, pour le compte de l'Etat du Cameroun, un Appel d'Offres National Restreint pour les études de restructuration de certains quartiers précaires dans les villes de Ngoumou et de Yaoundé (Nkolbikok) phase 1 en deux (02) lots (en procédure d'urgence).

2. Consistance des prestations

Les prestations consistent à la réalisation des missions suivantes :

- **Mission 0** : Mission de démarrage ;
- **Mission 1** : Études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ;
- **Mission 2** : Études d'Avant-Projet Détaillé (APD), coûts prévisionnels (travaux et contrôle) ;
- **Mission 3** : Études d'impact environnemental et social EIES et du PAR ;
- **Mission 4** : Élaboration des Dossiers de Consultation des Entreprises (DCE) de travaux et contrôle.

Pour le budget 2026, les prestations concernent :

- Pour Ngoumou, la phase 1 qui comporte la réalisation de la mission 0 (démarrage) et de l'étape 1 de la mission 1 (Diagnostic participatif de la situation actuelle) ;
- Pour Nkolbikok, la phase 1 qui comporte la réalisation de la mission 0 (démarrage) et de la mission 1 (actualisation des études d'Avant-Projet Sommaire (APS)).

NB : Les prestations sont définies de manière plus détaillée dans les Termes de Référence.

3. Allotissement

Les prestations sont regroupées en deux (02) lots.

4. Montant prévisionnel

Le montant prévisionnel des prestations est de 96 215 450 FCFA TTC ; soit 41 643 450 Francs CFA pour le lot 01 (Ville de Ngoumou) et 54 572 000 Francs CFA pour le lot 02 (Yaoundé : Nkolbikok).

5. Délai d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des prestations est de trois (03) mois pour chacun des lots

6. Participation et origine

La participation à cet appel d'offres est restreinte aux Bureaux d'Etudes Techniques ci-après cités, pré-qualifiés à l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt N° 0108/ASMI/MINH DU/2026 DU 24 AOUT 2026 pour la pré-qualification des BET en vue des études de restructuration de certains quartiers précaires dans les villes de Ngoumou et de Yaoundé (Nkolbikok) phase 1 en deux (02) lots en procédure d'urgence. Il s'agit de :

Pour le Lot 1 : Ville de Ngoumou

N°	ENTREPRISES	ADRESSES	TELEPHONES
1	ECOPE SARL-HABITECH SARL	BP : 425 Bamenda	677 93 69 26
2	INNOV ENGINEERING GROUP	BP : 15 039 Yaoundé	652 96 32 08
3	CIBAT INTERNATIONAL	BP : 5564 Yaoundé	6 77 10 29 56 / 6 99 92 29 74
4	SETEC CAMEROUN	BP : 15350 Yaoundé	699 92 01 64
5	DIDON CONSEILS SARL	BP : 30011 Yaoundé	677 01 06 08 / 656 68 63 90
6	HTR	BP : 4013 Ydé	675 63 38 18

Pour le Lot 2 : Yaoundé (Nkolbikok)

N°	ENTREPRISES	ADRESSES	TELEPHONES
1	GPT ENSERBAT/INNOV ENGINEERING GROUP	BP : 5564 Yaoundé	652 96 32 08
2	CIBAT INTERNATIONAL	BP : 5564 Yaoundé	6 77 10 29 56 / 6 99 92 29 74
3	SETEC CAMEROUN	BP : 15350 Yaoundé	699 92 01 64
4	HTR	BP : 4013 Ydé	675 63 38 18
5	ECOPE SARL-HABITECH SARL	BP : 425 Bamenda	677 93 69 26

NB : Les candidats de la liste restreinte ne peuvent s'associer en groupement, ni entre elles, ni avec tout autre candidat.

7. Financement

Les prestations objets du présent Appel d'Offres sont financées par les BIP/MINHDU – Exercice 2026 ; Imputation : 38 390 1 32000003 361330

8. Mode de soumission des offres

La soumission se fait exclusivement en ligne suivant la procédure décrite à la pièce 14 en annexes.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou institution financière agréée par le Ministère en charge des finances pour émettre les cautions dans les domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 13 du DAO dont le montant est fixé à **quatre cent mille (400 000) Francs CFA** et valable pendant trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres et **accompagné du récépissé de consignation délivré par la Caisse des dépôts et Consignations (CDEC).**

L'absence du cautionnement de soumission délivré par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres **en version physique** peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales / Service des Marchés Publics du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sis **au 9e étage porte 02 de l'immeuble Ministériel N° 1** à Yaoundé.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

Le dossier d'Appel d'Offres peut être consulté et retiré dès publication du présent avis à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain (Service des Marchés) sise au 9^{ème} étage porte 09T02 de l'immeuble Ministériel N° 1 (en face de la Poste Centrale), sur présentation d'une quittance originale de versement d'une somme non-remboursable de cinquante mille (50 000) FCFA payable au Trésor Public au titre des frais d'acquisition du dossier d'appel d'offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus-indiquées. Toutefois, la soumission est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque offre rédigée en français ou en anglais devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le 14 octobre 2026 à [13 heures, heure locale]. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention ci-dessous dans les délais impartis et présentée ainsi qu'il suit :

- Une (01) clé USB contenant le dossier administratif et l'offre technique ;
- une (01) clés USB contenant l'offre financière.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné.

N.B : les originaux physiques du cautionnement de soumission, du récépissé de la CDEC, de la quittance d'achat du DAO et la copie de sauvegarde devront parvenir sous plis fermés au Service des Marchés (Bureau des offres) du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2^{ème} étage de l'immeuble situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment beiges aux balcons rouges) au plus tard le 14 octobre 2026 à 13 heures, heure locale et portant la mention ci-dessous :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 0127 - /AONR/MINH DU/CIPM/2026 DU 01 OCT 2026
POUR LES ETUDES DE RESTRUCTURATION DE CERTAINS QUARTIERS PRECAIRES DANS LES VILLES DE
NGOUMOU ET DE YAOUNDE (NKOLBIKOK) PHASE I EN DEUX (02) LOTS
(EN PROCEDURE D'URGENCE).
BIP MINH DU - EXERCICES 2026
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.]

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt,
- les plis sans indication de l'objet ou de la référence de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission
- La non-présentation des copies de sauvegarde des offres ;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence du cautionnement de soumission accompagné du récépissé CDEC dans le dossier administratif, délivré par un établissement de crédit ou un organisme financier agréé par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautionnements dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Un cautionnement de soumission produit mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considéré comme absent. Le cautionnement de soumission présenté par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des offres :

Elle se fera en deux temps ainsi qu'il suit :

- L'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **14 octobre 2026 au plus tard à 14 heures** précises dans la salle de réunions de la Commission Interne de Passation des Marchés publics du **Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 2ème étage de l'immeuble situé derrière la DGSN à LONGKAK-Yaoundé (bâtiment blanc aux balcons rouges).**
- L'ouverture des offres financières sera faite au terme de l'analyse des offres techniques pour les soumissionnaires ayant obtenu une note technique au moins égale à **70 points sur 100 (70/100).**

Seuls les soumissionnaires concernés peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de leur choix dûment mandatée.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En dehors du cautionnement de soumission, l'absence ou la non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis et non produite dans un délai de 48 heures accordées par la Commission, entraînera le rejet de l'offre.

15. Critères d'évaluation des offres

15.1. Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Absence ou non-conformité du cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main et accompagné du récépissé CDEC dans le dossier administratif à l'ouverture des plis ;
- Non-production par le soumissionnaire au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente ;
- Fausse déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- Absence de la Déclaration sur l'honneur de non-abandon des marchés publics au cours des trois (03) dernières années ;
- N'avoir pas présenté un Chef de Mission réunissant l'ensemble des qualifications ci-après :
 - Formation : BAC+5 en urbanisme, inscrit à l'Ordre professionnel ;
 - Expérience Générale : ayant au moins dix (10) ans ;
 - Expérience Spécifique : ayant déjà occupé le poste de chef de mission dans au moins 01 projets

similaires.

- F. Note Technique inférieur à 70% ;
- G. *Non-conformité du modèle de soumission* ;
- H. Omission d'une pièce de l'offre financière ;
- I. Omission d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
- J. Présence des informations sur le montant de l'offre financière dans l'offre administrative ou technique ;
- K. Non-respect du format de fichier des offres pour la copie de sauvegarde ;
- L. Absence de présentation des copies de sauvegarde sur clé USB des offres en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS lors de l'ouverture des plis ;
- M. Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- N. Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
- O. Absence d'une référence en études de restructuration réalisée au cours des trois dernières années d'un montant supérieur ou égal à 50 000 000 de Fcfa pour chacun des lots.
- P. Absence d'une attestation de catégorisation ou la copie de la décision rendant publique la classification dans une catégorie du sous-secteur des études (A ; B ou C) ;
- Q. Absence d'une capacité financière d'un montant minimum de 15 millions ;
- R. Absence de l'une des preuves d'acceptation des conditions du marché (CCAP et TDR paraphés à chaque page et signé à la dernière page accompagnée de la mention « lu et approuvé »)
- S. *Délai d'exécution au-delà du délai proposé par le Maître d'ouvrage.*

15.2 Critères essentiels

- A- Présentation
- B- Personnel
- C- Moyens techniques et matériels
- D- Méthodologie

Les détails de ces critères essentiels sont précisés par le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) et repris dans la grille d'évaluation.

16. Attribution

Le consultant sera choisi par la **méthode de sélection qualité – coût (mieux disant)** conformément aux procédures décrites dans le présent DAO.

La note globale finale **N** sera calculée par la combinaison pondérée des notes techniques et financières suivant la formule ci-après :

$$N_g = \frac{70 \times \text{Note technique (Nt)} + 30 \times \text{Note financière (Nf)}}{100}$$

La note financière (**Nf**) est obtenue de la façon suivante :

Soit **Fm** le montant de la proposition la moins disante, sa note financière sera prise égale à 100 points. Les notes des autres soumissionnaires calculées à partir de la note financière de la proposition la moins disante sera obtenue par la formule : $N_f = \frac{100 \times F_m}{F}$

F

Fm = le montant de la proposition la moins disante

F = le montant de la proposition considérée

Le soumissionnaire présentant la note finale la plus élevée sera déclaré adjudicataire du marché.

N.B : un soumissionnaire peut postuler sur les deux lots mais ne peut-être attributaire de plus d'un lot.

17. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant **une durée de 90 jours** à partir de la date limite fixée pour la remise des offres

18. Renseignements complémentaires

18.1. Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus auprès de la Direction de l'Habitat et de la Promotion Immobilière du Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain, sise au 6^è étage - porte 11 de l'immeuble ministériel n°1 (face Poste Centrale - Yaoundé), aux heures ouvrables **ou en ligne sur la plateforme COLEPS** aux adresses : <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

18.2. Pour toute dénonciation d'acte de corruption, bien vouloir appeler ou envoyer un SMS au MINMAP aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

18.3. Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email dsi@minmap.cm.

19. Additif de l'appel d'offres

Des additifs éventuels pourront être apportés au présent DAO en respect de la réglementation en vigueur

Yaoundé, le 01 OCT 2026

Ampliations :

- MINMAP
- CIPM/MINH DU
- ARMP
- MINH DU
- AFFICHAGE



LE MINISTRE

Countess née Ketcha Célestine

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – patrie

MINISTERE DE L'HABITAT ET DU
DEVELOPPEMENT URBAIN

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

MINISTRY OF HOUSING
AND URBAN DEVELOPMENT

Restricted National Invitation to Tender

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No. **012744** /RNIT/MINH DU/IPC/2026 OF **01 OCT 2026**

FOR THE STUDIES FOR THE RESTRUCTURING OF CERTAIN INFORMAL SETTLEMENTS IN THE CITIES OF
NGOUMOU AND YAOUNDE (NKOLBIKOK), PHASE I, IN TWO (02) LOTS
(EMERGENCY PROCEDURE)

FINANCING: MINH DU PIB – 2026 FINANCIAL YEAR

1. Subject of the Invitation to Tender

The Minister of Housing and Urban Development, Project Owner and Contracting Authority, hereby launches, on behalf of the State of Cameroon, a Restricted National Invitation to Tender for the studies for the restructuring of certain informal settlements in the cities of Ngoumou and Yaoundé (Nkolbikok), Phase I, in two (02) lots (emergency procedure).

2. Nature of the Services

The services shall consist in carrying out the following assignments:

- **Assignment 0:** Start-up Assignment;
- **Assignment 1:** Preliminary Design Studies (APS);
- **Assignment 2:** Detailed Design Studies (APD), estimated costs (works and supervision);
- **Assignment 3:** Environmental and Social Impact Assessment (ESIA) and Resettlement Action Plan (RAP);
- **Assignment 4:** Preparation of Tender Documents (TD) for works and supervision.

For the 2026 budget, the services shall concern:

- **For Ngoumou**, Phase 1, comprising the implementation of Assignment 0 (start-up) and Step 1 of Assignment 1 (Participatory Diagnosis of the Current Situation);
- **For Nkolbikok**, Phase 1, comprising the implementation of Assignment 0 (start-up) and Assignment 1 (updating of the Preliminary Design Studies (APS)).

NB: The services are described in greater detail in the Terms of Reference.

3. Allotment

The services are divided into two (02) lots.

4. Estimated Cost

The estimated cost of the services is **CFAF 96,215,450 inclusive of taxes**, i.e. **CFAF 41,643,450** for Lot 01 (City of Ngoumou) and **CFAF 54,572,000** for Lot 02 (Yaoundé: Nkolbikok).

5. Duration of Execution

The maximum execution period stipulated by the Project Owner for the performance of the services is **three (03) months for each lot**.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is restricted to the following Technical Consultancy Firms, pre-qualified following **Request for Expression of Interest No. 0108/ASMI/MINH DU/2026 OF 24 AUGUST 2026** for the pre-qualification of Technical Consultancy Firms for the studies for the restructuring of certain informal settlements in the cities of Ngoumou and Yaoundé (Nkolbikok), Phase I, in two (02) lots, under an emergency procedure. These are:

For Lot 1: City of Ngoumou

No.	COMPANIES	ADDRESSES	TELEPHONE
1	ECOPE SARL-HABITECH SARL	P.O. Box: 425 Bamenda	677 93 69 26
2	INNOV ENGINEERING GROUP	P.O. Box: 15,039 Yaoundé	652 96 32 08
3	CIBAT INTERNATIONAL	P.O. Box: 5564 Yaoundé	6 77 10 29 56 / 6 99 92 29 74
4	SETEC CAMEROUN	P.O. Box: 15350 Yaoundé	699 92 01 64
5	DIDON CONSEILS SARL	P.O. Box: 30011 Yaoundé	677 01 06 08 / 656 68 63 90
6	HTR	P.O. Box: 4013 Yaoundé	675 63 38 18

For Lot 2: Yaoundé (Nkolbikok)

No.	COMPANIES	ADDRESSES	TELEPHONE
1	GPT ENSERBAT/INNOV ENGINEERING GROUP	P.O. Box: 5564 Yaoundé	652 96 32 08
2	CIBAT INTERNATIONAL	P.O. Box: 5564 Yaoundé	6 77 10 29 56 / 6 99 92 29 74
3	SETEC CAMEROUN	P.O. Box: 15350 Yaoundé	699 92 01 64
4	HTR	P.O. Box: 4013 Yaoundé	675 63 38 18
5	ECOPE SARL-HABITECH SARL	P.O. Box: 425 Bamenda	677 93 69 26

NB: Candidates on the restricted list may not form a consortium, either among themselves or with any other candidate.

7. Financing

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by PIB/MINH DU – 2026 Financial Year; Budget Head: 38 390 1 32000003 361330.

8. Method of Submission of Bids

Bids shall be submitted exclusively online, in accordance with the procedure described in Document 14 of the annexes.

9. Bid Security

Each bidder shall attach to its administrative documents a **stamped bid security, manually discharged**, issued by an institution or financial organisation approved by the Ministry in charge of Finance to issue bid securities in the field of public contracts, the list of which is contained in Document 13 of the Tender File, in the amount of **four hundred thousand (CFAF 400,000)** and valid for **thirty (30) days beyond the initial bid validity period**, together with the deposit receipt issued by the **Deposit and Consignment Fund (CDEC)**.

Failure to provide a bid security issued by a first-class bank or first-category financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue securities under public contracts shall result in the outright rejection of the bid. A bid security submitted but unrelated to the relevant consultation shall be deemed absent. A bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender File

The physical version of the Tender File may be consulted during working hours at the **Department of General Affairs / Public Contracts Service of the Ministry of Housing and Urban Development**, located on the 9th floor, Room 02, Ministerial Building No. 1, Yaoundé.

It may also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the Tender File

The Tender File may be consulted and collected as from the publication of this notice at the **Department of General Affairs of the Ministry of Housing and Urban Development (Public Contracts Service)**, located on the 9th floor, Room 09T02, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office), upon presentation of the original receipt for payment of a **non-refundable sum of fifty thousand (CFAF 50,000)** payable to the Public Treasury as acquisition fees for the Tender File.

The electronic version of the Tender File may also be obtained free of charge by downloading it from the above-mentioned addresses. However, submission of a bid shall be subject to payment of the Tender File acquisition fees.

12. Submission of Bids

Each bid, drawn up in French or English, shall be submitted by the bidder on the COLEPS platform no later than **14 October 2026 at [1:00 p.m., local time]**.

A backup copy of the bid recorded on a USB flash drive shall be submitted in a sealed envelope clearly and legibly marked "**backup copy**", in addition to the reference mentioned below, within the prescribed deadline and presented as follows:

- One (01) USB flash drive containing the administrative file and technical bid;
- One (01) USB flash drive containing the financial bid.

In the event of a malfunction of the COLEPS platform, failure to submit the backup copies shall render the bid inadmissible.

N.B.: The physical originals of the bid security, the CDEC deposit receipt, the receipt for the purchase of the Tender File, and the backup copy shall reach the **Public Contracts Service (Bid Office) of the Ministry of Housing and Urban Development**, located on the 2nd floor of the building behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (beige building with red balconies), no later than **14 October 2026 at 1:00 p.m., local time**, and shall bear the following wording:

RESTRICTED NATIONAL INVITATION TO TENDER
No. 0127/2026 /RNIT/MINHDU/IPC/2026 OF 01 OCT 2026
FOR THE STUDIES FOR THE RESTRUCTURING OF CERTAIN INFORMAL SETTLEMENTS IN THE CITIES OF
NGOUMOU AND YAOUNDE (NKOLBIKOK), PHASE I, IN TWO (02) LOTS
(EMERGENCY PROCEDURE)
MINHDU PIB – 2026 FINANCIAL YEAR
"TO BE OPENED ONLY DURING THE BID-OPENING SESSION"

File Size and Format

For online submission, the maximum sizes of the documents to be transmitted through the platform and constituting the bidder's bid shall be as follows:

- **5 MB** for the Administrative Bid;
- **15 MB** for the Technical Bid;
- **5 MB** for the Financial Bid.

The accepted formats are:

- PDF format for text documents;

- JPEG format for images.

The candidate shall ensure the use of compression software, where necessary, to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Admissibility of Bids

The following shall be declared inadmissible by the Project Owner:

- envelopes bearing indications of the identity of the bidders;
- envelopes received after the submission deadline;
- envelopes not indicating the subject or reference of the Invitation to Tender;
- envelopes not complying with the submission method;
- failure to submit backup copies of the bids.

Any incomplete bid in accordance with the requirements of the Tender File shall be declared inadmissible. In particular, failure to include the bid security together with the CDEC deposit receipt in the administrative file, issued by a credit institution or financial organisation approved by the Minister in charge of Finance to issue bid securities in the field of public contracts, or failure to comply with the templates of the documents contained in the Tender File, shall result in the outright rejection of the bid without recourse.

A bid security submitted but unrelated to the relevant consultation shall be deemed absent. A bid security presented by a bidder during the bid-opening session shall be inadmissible.

14. Opening of Bids

The opening shall take place in two stages as follows:

- The opening of the administrative documents and technical bids shall take place on **14 October 2026 at precisely 2:00 p.m.**, in the meeting room of the **Internal Public Contracts Commission of the Ministry of Housing and Urban Development**, located on the 2nd floor of the building behind the DGSN in LONGKAK-Yaoundé (white building with red balconies).
- The opening of the financial bids shall take place after the analysis of the technical bids, for bidders having obtained a technical score of at least **70 points out of 100 (70/100)**.

Only the bidders concerned may attend this opening session or be represented by a duly authorised person of their choice.

Under penalty of rejection, the required administrative documents shall be produced in originals or certified true copies issued by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Invitation to Tender. They must be less than **three (03) months old** as from the original bid submission date or must have been established after the date of signature of the Invitation to Tender notice.

Except for the bid security, the absence or non-compliance of any administrative document at the opening of bids, where such document is not submitted within the **48-hour period** granted by the Commission, shall result in the rejection of the bid.

15. Bid Evaluation Criteria

15.1. Eliminary Criteria

The eliminary criteria are as follows:

- A. Absence or non-compliance of the stamped, manually discharged bid security accompanied by the CDEC deposit receipt in the administrative file at the opening of bids;
- B. Failure by the bidder to submit, beyond the 48-hour period following the opening of bids, an administrative document deemed non-compliant or missing;
- C. False declarations, fraudulent practices or forged documents;
- D. Absence of the declaration on honour of non-abandonment of public contracts during the last three (03) years;
- E. Failure to propose a Team Leader meeting all of the following qualifications:

- Education: Master's degree (BAC+5) in Urban Planning, registered with the relevant professional body;
 - General experience: at least ten (10) years;
 - Specific experience: having previously held the position of Team Leader on at least one (01) similar project.
- F. Technical score below 70%;
- G. Non-compliance with the bid submission form;
- H. Omission of a document in the financial bid;
- I. Omission of a quantified unit price in the financial bid;
- J. Inclusion of information relating to the amount of the financial bid in the administrative or technical bid;
- K. Failure to comply with the file format requirements for the backup copy;
- L. Failure to submit backup copies of the bids on USB flash drives in the event of malfunction of the COLEPS platform during the opening of bids;
- M. Absence of the dated and signed Integrity Charter;
- N. Absence of the dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- O. Absence, for each lot, of a reference for a restructuring study carried out during the last three years, with a value greater than or equal to **CFAF 50,000,000**;
- P. Absence of a categorisation certificate or a copy of the decision making public the classification in a category of the studies sub-sector (**A, B or C**);
- Q. Absence of a minimum financial capacity of **CFAF 15 million**;
- R. Absence of any of the documents evidencing acceptance of the contract conditions (CCAP and Terms of Reference initialled on each page and signed on the last page with the words "**read and approved**");
- S. Execution period exceeding the period proposed by the Project Owner.

15.2 Essential Criteria

The essential criteria are:

- A. Presentation
- B. Personnel
- C. Technical and material resources
- D. Methodology

The details of these essential criteria are specified in the Special Regulations of the Invitation to Tender (RPAO) and reproduced in the evaluation grid.

16. Award

The consultant shall be selected using the **quality-and-cost-based selection method (best evaluated bid)**, in accordance with the procedures described in this Tender File.

The final overall score **N** shall be calculated by the weighted combination of the technical and financial scores according to the following formula:

$$N_g = (70 \times \text{Technical Score (Nt)}) + 30 \times \text{Financial Score (Nf)} / 100$$

The financial score (Nf) shall be obtained as follows:

Let **Fm** be the amount of the lowest-priced proposal; its financial score shall be **100 points**. The scores of the other bidders, calculated on the basis of the financial score of the lowest-priced proposal, shall be obtained using the following formula:

$$N_f = 100 \times F_m / F$$

Where:

F_n = amount of the lowest-priced proposal
 F = amount of the proposal under consideration

The bidder obtaining the highest final score shall be declared the successful tenderer and awarded the contract.

N.B.: A bidder may apply for both lots but may not be awarded more than one lot.

17. Bid Validity Period

Bidders shall remain bound by their bids for a period of **90 days** from the deadline set for the submission of bids.

18. Additional Information

18.1. Additional technical information may be obtained from the **Department of Housing and Property Development of the Ministry of Housing and Urban Development**, located on the 6th floor, Room 11, Ministerial Building No. 1 (opposite the Central Post Office – Yaoundé), during working hours, or online on the COLEPS platform at: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

18.2. For any denunciation of an act of corruption, please call or send an SMS to **MINMAP** on the following numbers: 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

18.3. For technical assistance in the event of a problem related to the use of the platform, please call (+237) 222 238 155 / 222 235 669 or send an email to dsi@minmap.cm.

19. Addendum to the Invitation to Tender

Any addenda may be made to this Tender File in accordance with the regulations in force.

Extensions:

- MINMAP
- CIPM/MINH DU
- ARMP
- MINH DU
- DISPLAY



Yaounde, le 01 OCT 2026

LE MINISTRE

Countess née Netcha Célestine